



- 113 cadres B au 01/03/2015 : la situation désastreuse des services

Cette CAPL d'affectation du mouvement complémentaire des cadres B s'est déroulée pour les deux filières fiscale et gestion publique. Les affectations ont été prononcées selon la règle de l'ancienneté.

Les élus CGT ont tenu les propos liminaires suivant :

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement à travers le pacte de responsabilité, se traduisent par des milliards d'euros d'économie pour la Fonction Publique d'Etat. Dans notre ministère il y a poursuite de l'abandon et/ou de l'externalisation de certaines missions économiques et financières (transfert du recouvrement de certaines créances des collectivités territoriales vers le privé, refonte du contrôle fiscal, des départements avec un seul SIE...)

La CGT Finances Publiques est intervenue pour interpeller la direction générale sur les moyens de la DGFIP : encore 2 000 suppressions d'emplois pour 2015 au niveau national, 34 au niveau local avec 35 suppressions nettes de cadres B. C'est 34 000 emplois perdus depuis 2002 à la DGFIP.

La CGT dénonce vigoureusement les suppressions pérennes qui mettent en péril immédiat tout le fonctionnement de la DGFIP.

Dans un contexte sans précédent de blocage des rémunérations et de perte de pouvoir d'achat, les agents sont contraints de fournir toujours plus d'efforts dans des services toujours plus exsangues. Dans ces conditions désastreuses : des conditions de travail toujours plus dégradées, des collègues en souffrance et des pressions hiérarchiques accrues, ils craignent à juste titre une recrudescence des restructurations de services, des fusions, des déménagements forcés.

A la suite du mouvement complémentaire de mutations et d'affectations des cadres B, il apparaît que le département des Hauts de Seine connaîtra au 01/03/2015 des vacances d'emplois encore plus importantes que celles du 01/09/2014. Une pénurie de -68 B en filière GP et - 47 B en FF soit - 115 pour le 92 !

La Direction générale, a donné la possibilité aux agents de l'ensemble de la catégorie B d'un mouvement complémentaire au 01/03, la CGT se félicite de cette nouvelle garantie offerte aux agents.

La CGT s'opposera à toute utilisation de ces vacances comme prétexte aux reculs des droits et garanties des agents. Ces derniers n'ont pas à subir la mauvaise gestion de recrutement de l'administration générale.

Qu'allez vous répondre aux collègues qui ne peuvent plus travailler dans des conditions décentes ? La limite est atteinte ! La violence du pacte de responsabilité s'applique déjà dans notre département.

Dès juillet, la CGT avait exigé le pourvoi de tous les postes vacants, l'appel immédiat des listes complémentaires et un recrutement à minima à hauteur des vacances d'emplois. Elle n'a pas été entendue. Aucune nouvelle suppression d'emplois n'est acceptable ! Nous exigeons la création d'emplois à hauteur des besoins.

L'autre objet de cette CAP est la régularisation de l'affectation des collègues des SIP de Nanterre et de Boulogne suite à la fusion des services. La CGT réaffirme son opposition à ces fusions de services qui ne servent qu'à supprimer des emplois et dégrader les conditions de travail.

Suite au mouvement complémentaire il y a Filière Fiscale 1 départ du 921 pour 1 arrivée et 5 départs du 922 pour une arrivée. Côté filière Gestion Publique il y a 4 départ du 921 pour 1 arrivée et 2 départs du 922 pour 1 arrivée.

Le mouvement complémentaire du 01/03/2015 aggrave donc le déficit d'emplois. Les vacances d'emplois seront donc de – **113 cadres B au 01/03/2015**.

La CGT a rappelé ses revendications :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois, et affectations d'agents sur tous les postes vacants,**
- **la défense de l'emploi public, le maintien de services de qualité et de proximité aptes à répondre à l'ensemble des besoins sociaux et de solidarité ;**

La direction a qualifié la situation de catastrophique, pour autant elle n'a pas encore saisi l'administration générale pour faire état de la situation.

Elle compte sur les futures promotions de cadres B pour combler ces vacances.

Autre sujet abordé la fusion des SIP de Nanterre et Boulogne. Les agents sont dorénavant affectés SIP Nanterre Rueil et SIP Nanterre Boulogne Billancourt.

Dans ces conditions et pour les raisons évoquées au préalable la CGT Finances Publiques a voté contre ce mouvement non pas contre les vœux des agents mais contre le déficit d'agent.